



CHAPITRE 69

Loi constituant en corporation Le Bureau
des écoles protestantes de Québec
métropolitain

[Sanctionnée le 28 février 1963]

CHAPTER 69

An Act to incorporate The Protestant
School Board of Greater Quebec

[Assented to 28th February 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que Le Bureau de commis-
saires d'écoles protestants de la cité
de Québec, Les syndics d'écoles pour la
municipalité de la cité de Sillery dans le
comté de Québec et Les syndics d'écoles
pour la municipalité de Sainte-Foy dans le
comté de Québec ont, par leur pétition,
représenté:

Que Le bureau de commissaires d'écoles
protestants de la cité de Québec est une
corporation régie par certaines lois spé-
ciales et générales de la province de Québec
et, lorsque ces lois ne s'appliquent pas, par
la Loi de l'instruction publique de ladite
province et ses modifications, et Les syn-
dics d'écoles pour la municipalité de la
cité de Sillery dans le comté de Québec
et Les syndics d'écoles pour la municipa-
lité de Sainte-Foy dans le comté de Québec
sont des corporations régies par ladite
Loi de l'instruction publique et ses modi-
fications; et

Que, vu l'expansion, la distribution et
le caractère des populations protestantes
dans leurs municipalités scolaires respec-
tives, il est devenu expédient pour la bonne
administration de leurs écoles que ces
dernières et lesdites municipalités cessent
d'exister indépendamment et qu'une seule
municipalité scolaire comprenant leurs
territoires soit érigée et régie par une seule
corporation scolaire;

Attendu que les pétitionnaires ont de-
mandé d'être constitués en corporation

WHEREAS The Protestant Board of ^{Pre-}
School Commissioners of the City ^{amble.}
of Quebec, The school trustees for the
municipality of the city of Sillery in the
county of Quebec and The school trustees
for the municipality of Sainte Foy in the
county of Quebec have, by their petition,
represented:

That The Protestant Board of School
Commissioners of the city of Quebec is a
corporation governed by certain special
and general acts of the Province of Quebec
and, where such acts do not apply, by the
Education Act of the said province and
its amendments, and The school trustees
for the municipality of the city of Sillery
in the county of Quebec and The school
trustees for the municipality of Sainte
Foy in the county of Quebec are corpora-
tions governed by the said Education Act
and its amendments; and

That the growth, distribution and
nature of the Protestant populations in
their respective school municipalities make
it expedient, for the good management of
their schools, that they and the said
municipalities cease to exist separately
and that a single school municipality
comprising their territories be erected and
governed by a single school corporation;

Whereas the petitioners have prayed to
be incorporated under the name of "The

sous le nom de "Le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain"; et

Attendu qu'ils ont demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Charte du Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain*.

"Bureau".

2. Dans la présente loi le mot "Bureau" désigne Le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain.

Municipalité scolaire métropolitaine.

3. Le bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, Les syndicats d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery dans le comté de Québec et Les syndicats d'écoles pour la municipalité de Sainte-Foy dans le comté de Québec, et les municipalités scolaires régies par iceux cessent d'exister et une nouvelle municipalité scolaire devant comprendre leur territoire respectif est érigée sous le nom de "La municipalité des écoles protestantes de Québec métropolitain".

Constitution.

4. Une corporation désignée sous le nom "Le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain" est, par les présentes, constituée et ses membres, appelés commissaires, sont des protestants.

Siège social.

5. Le siège social du Bureau est situé dans la cité de Québec.

S.R., c. 59, applicable.

6. La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) s'applique au Bureau et fait partie de sa charte, sauf lorsque la présente loi contient des dispositions inconciliables.

Succes-sion.

7. Tous les droits, intérêts, biens, privilèges, titres, réclamations, demandes, recours, actions et tout autre actif du Bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, des Syndicats d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery dans le comté de Québec et des Syndicats d'écoles pour la municipalité de

Protestant School Board of Greater Quebec"; and

Whereas they have prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the *Char- Short ter of The Protestant School Board of title. Greater Quebec*.

2. In this act the word "Board" means "Board". The Protestant School Board of Greater Quebec.

3. The Protestant Board of School School Commissioners of the City of Quebec, The school trustees for the municipality of the city of Sillery in the county of Quebec and The school trustees for the municipality of Sainte Foy in the county of Quebec, and the respective school municipalities governed by them, shall cease to exist and a new school municipality, to comprise their respective territories, is erected under the name of "The Protestant School Municipality of Greater Quebec".

4. A corporation called "The Protestant School Board of Greater Quebec" is hereby constituted and its members, called commissioners, shall be Protestants. Incorporation.

5. The corporate seat of the Board shall be in the city of Quebec. Corporate seat.

6. The Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) shall apply to the Board and form part of its charter, save in cases where this act contains inconsistent provisions. R.S., c. 59, to apply.

7. The Board is vested with the rights, interests, property, privileges, titles, claims, demands, recourses, actions and other assets of The Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec, The school trustees for the municipality of the city of Sillery in the county of Quebec and The school trustees

Sainte-Foy dans le comté de Québec, sont dévolus au Bureau qui leur succède, dont il assume les responsabilités et qui les remplace pour toutes fins légales.

for the municipality of Sainte Foy in the county of Québec, to which it succeeds and whose liabilities it assumes, and shall replace them for all legal purposes.

Règle-
ments,
etc. con-
tinués.

8. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles de cotisations, d'évaluation et de perception, billets, comptes de taxes, redevances, obligations, listes, plans et tous les autres actes et documents des corporations scolaires dissoutes par les présentes resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés, abrogés, exécutés ou accomplis par le Bureau à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

8. All by-laws, resolutions, procès-verbaux, assessment rolls, valuation rolls, collection rolls, notes, accounts for taxes, dues, debentures, lists, plans and other deeds and documents of the school corporations hereby dissolved shall remain in force until amended, annulled, repealed, executed or accomplished by the Board unless they be inconsistent with the provisions of this act.

Existing
by-laws,
etc.

Taxe sco-
laire pro-
testante.

9. Le Bureau impose une taxe connue sous le nom de taxe scolaire protestante pour le maintien des écoles et des services d'enseignement sous son contrôle, sous réserve des dispositions des articles 422 et 423 de la Loi de l'instruction publique quant aux immeubles appartenant à des corporations et situés dans la cité de Sillery ou dans la cité de Sainte-Foy.

9. The Board shall impose a tax, to be known as the Protestant school tax, for the maintenance of the schools and teaching services under its control, subject to the provisions of sections 422 and 423 of the Education Act with respect to immoveables belonging to corporations and situated in the city of Sillery or the city of Sainte Foy.

Protes-
tant
school
tax.

Disposi-
tions ap-
plicables.

10. L'imposition et la perception des taxes sur les immeubles situés dans la cité de Québec sont régies par les dispositions de la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec à ce sujet.

10. The imposition and collection of taxes on the immoveables situated in the city of Quebec shall be governed by the relevant provisions of the charter of The Catholic School Commission of Quebec.

Provisions
to apply.

Composi-
tion du
Bureau.

11. Sous réserve des articles 12 et 13, le Bureau se compose de neuf commissaires élus conformément à la Loi de l'instruction publique et dont trois sont domiciliés dans la cité de Québec, trois dans la cité de Sillery et trois dans la cité de Sainte-Foy.

11. Subject to sections 12 and 13, the Board shall be composed of nine commissioners elected in accordance with the Education Act and of whom three shall be domiciled in the city of Quebec, three in the city of Sillery and three in the city of Sainte Foy.

Composi-
tion, etc.,
of Board.

Neuf pre-
miers
commis-
saires.

12. Les neuf premiers commissaires sont les six syndics des municipalités scolaires de Sillery et de Sainte-Foy en fonctions le 30 juin 1963 et les trois membres alors en fonctions du Bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

12. The first nine commissioners shall be the six trustees of the school municipalities of Sillery and Sainte Foy in office on June 30th 1963 and the three members then in office of the Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec who shall be designated by the Lieutenant-Governor in Council.

First nine
commis-
sioners.

Rempla-
cement.

13. Les neuf premiers commissaires sont remplacés à raison de trois par année comme suit: à la fin de la première année, trois qu'on désigne par tirage au sort, dont un parmi les trois qui étaient syndics de la

13. The first nine commissioners shall be replaced, three each year, as follows: at the end of the first year, three determined by lot, including one of the three who were trustees of the school muni-

Replace-
ment.

municipalité scolaire de Sillery le 30 juin 1963, un parmi les trois qui étaient alors syndics de la municipalité scolaire de Sainte-Foy et un parmi les trois autres; à la fin de la seconde année, trois qu'on désigne de la même façon parmi les six qui n'ont pas été remplacés à la fin de la première année; à la fin de la troisième année, les trois qui n'ont pas été remplacés à la fin de la première ni de la seconde.

pality of Sillery on June 30th 1963, one of the three who were then trustees of the school municipality of Sainte Foy and one of the remaining three; at the end of the second year, three determined in the same manner from amongst the six who were not replaced at the end of the first year; at the end of the third year, the three who were not replaced at the end of the first or second year.

Avis spéciaux.

14. Tout avis spécial que le Bureau est tenu de donner est expédié par lettre recommandée à la dernière adresse connue du destinataire.

14. Any special notice which the Board is required to give shall be sent by registered mail to the last known address of the person for whom it is intended.

Avis publics.

15. La publication d'un avis public dans la municipalité des écoles protestantes de Québec métropolitain se fait par une insertion dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans la cité de Québec.

15. Public notices in The Protestant School Municipality of Greater Quebec shall be published by one insertion in a newspaper published in English and in a newspaper published in French in the city of Quebec.

S.R., c. 59, a. 248, remp. pour le Bureau.

16. L'article 248 de la Loi de l'instruction publique est remplacé pour le Bureau par le suivant:

16. Section 248 of the Education Act is replaced for the Board by the following:

Emprunts temporaires.

"248. Le Bureau, par résolution approuvée par le ministre de la jeunesse et par la Commission municipale de Québec, peut contracter des emprunts temporaires et les renouveler pour une période de plus de six mois. Le remboursement de tels emprunts temporaires peut être effectué au moyens d'emprunts contractés en vertu de l'article 242."

"248. The Board, by resolution approved by the Minister of Youth and the Quebec Municipal Commission, may contract temporary loans and renew them for a period exceeding six months. Such temporary loans may be repaid by means of loans contracted under section 242."

Dispositions non applicables.

17. Les articles 228, 244, 291, 292, 293, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 348, 349 de la Loi de l'instruction publique, ne s'appliquent pas au Bureau.

17. Sections 228, 244, 291, 292, 293, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 348, 349 of the Education Act shall not apply to the Board.

Acquisition d'immeubles.

18. Le Bureau, avec l'autorisation du ministre de la jeunesse et de la Commission municipale de Québec, peut acquérir de gré à gré ou, à défaut d'entente avec le propriétaire, par voie d'expropriation, toute propriété ou tout terrain qu'il juge nécessaire pour la construction ou l'agrandissement d'écoles et leurs dépendances ainsi que pour l'aménagement de terrains de jeux pour lesdites écoles. Le pouvoir d'expropriation est assujéti aux

18. The Board, with the authorization of the Minister of Youth and of the Quebec Municipal Commission, may acquire by agreement or, failing agreement with the owner, by expropriation, any property or land which it deems necessary for the construction or enlargement of schools and their dependencies as well as for the organization of playgrounds for the said schools. The power of expropriation shall be subject to the provisions

dispositions de l'article 269 de la Loi de l'instruction publique. of section 269 of the Education Act.

Disposi-
tions
abrogées
pour le
Bureau.

19. Les lois 32 Victoria, chapitre 16; 33 Victoria, chapitre 25; 34 Victoria, chapitre 12; 35 Victoria, chapitre 12; 39 Victoria, chapitre 51; 59 Victoria, chapitre 37, et 7-8 Elizabeth II, chapitre 130, sont abrogées pour le Bureau seulement.

19. The acts 32 Victoria, chapter 16; 33 Victoria, chapter 25; 34 Victoria, chapter 12; 35 Victoria, chapter 12; 39 Victoria, chapter 51; 59 Victoria, chapter 37, and 7-8 Elizabeth II, chapter 130, are repealed for the Board only. Provisions repealed for Board.

1884, c.
31; 1907,
c. 29;
1919, c.
36, ab.

20. Les lois 47 Victoria, chapitre 31; 7 Édouard VII, chapitre 29, et 9 George V, chapitre 36, sont abrogées.

20. The acts 47 Victoria, chapter 31; 7 Edward VII, chapter 29, and 9 George V, chapter 36, are repealed. 1884, c. 31; 1907, c. 29; 1919, c. 36, repealed.

Taux de
taxes va-
lidés, etc.

21. Les taux des taxes scolaires fixés par la cité de Québec pour l'exercice financier 1958-1959 sont déclarés valides et légaux, de même que les taux des taxes scolaires fixés par le Bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec par résolution du 24 février 1959. La prescription desdites taxes pour l'exercice financier 1959-1960 ne commence à courir qu'à compter du premier juillet 1962.

21. The rates of the school taxes fixed by the city of Quebec for the fiscal year 1958-1959 are declared valid and legal, as also are the rates of the school taxes fixed by the Protestant Board of School Commissioners of the City of Quebec by resolution of the 24th of February 1959. Prescription of the said taxes for the fiscal year 1959-1960 shall commence to run from the first of July 1962 only. Tax rates validated, etc.

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entre en vigueur le premier juillet 1963.

22. This act shall come into force on the first of July 1963. Coming into force.